

légalité peuvent bénéficier d'une amnistie, et les conflits en cours dans la zone atlantique sont en train d'être réglés. Les négociations locales devront s'inscrire dans le cadre des négociations régionales. Selon le même délégué, le Nicaragua ne commencera à négocier avec les *contras* qu'au moment où il existera une volonté politique de parvenir à un règlement régional.

À propos du Honduras, un représentant d'Amérique centrale a fait observer que, du point de vue géopolitique, c'est le pays le plus important de la région, étant donné qu'il partage une frontière avec trois États. Un renouvellement des structures sociales et le retrait des forces militaires étrangères, voilà ce dont le Honduras a besoin, a-t-il ajouté. Les problèmes de la pauvreté et du rétablissement de la dignité nationale ont été laissés de côté dans le passé, mais ils constituent actuellement la préoccupation première de tous ces partis politiques. Les campagnes menées dans le pays ne sont ponctuées d'aucune rhétorique anti-communiste ou anti-sandiniste, ce qui représente un élément favorable au processus de paix. On propose également la tenue d'entretiens bilatéraux entre le Honduras et le Nicaragua, lesquels viendraient compléter les travaux de Contadora.

Cependant, a poursuivi le même orateur, "le gros problème au Honduras réside dans la présence des *contras* qui s'adonnent à toutes sortes d'abus sur la frontière : viols, brutalités, violations des droits de la personne, et le reste. Leur présence limite la liberté des citoyens honduriens." À cela s'ajoutent les incidents frontaliers qui, selon les besoins de la propagande, font la une des journaux ou sont totalement passés sous silence. Le nombre de ces incidents a diminué entre le Honduras et le Nicaragua, mais il s'est accru à la frontière costa-ricienne. (Divers participants ont insisté sur la nécessité de préserver la neutralité du Costa Rica.) Le même intervenant en est alors venu à proposer que les *contras* soient désarmés et installés dans des pays tiers. L'armée hondurienne verrait cette solution d'un bon oeil, tout comme la démilitarisation de la frontière. De plus, les États-Unis ne se sont pas souciés des intérêts du Honduras. Ils y ont installé leurs bases militaires, mais ils n'ont offert aucune aide économique au pays en compensation.

Le Honduras éprouve aussi des difficultés avec le Salvador; en effet, la frontière entre les deux pays reste encore à délimiter. L'armée salvadorienne est devenue deux fois plus importante que celle du Honduras, ce qui la met à égalité avec les forces militaires du Nicaragua. Le vainqueur des prochaines élections au Honduras devra examiner les relations politiques et militaires que le pays